

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE HAUTS DE FRANCE

OBJET DU MARCHÉ

MARCHÉ DE FOURNITURES ET SERVICES

Marché d'acquisition (Achat) et de location de véhicules neufs et prestations associées

Marché passé selon une procédure adaptée

en application des articles L 2123-1 et suivants et R 2123-1 et suivants du code de la Commande publique

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) **Commun aux deux (2) lots**

Entité adjudicatrice :

PORTS DE LILLE – C.C.I.H.D.F.
Place Leroux de Fauquemont
CS 91394
59 014 LILLE cedex

ARTICLE 1. – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture de véhicules neufs à l'achat pour les besoins de Ports de Lille.

Le présent marché comprend deux lots distincts :

- Lot n°1 : Achat de huit (8) véhicules neufs de service
- Lot n°2 : Achat d'un véhicule neuf de Direction Hybride rechargeable.
-

Les prestations de chaque lot du présent marché comprennent : la fourniture des véhicules ainsi que des prestations associées comme la maintenance préventive et curative telle qu'elles sont décrites dans le présent CCTP.

Chaque lot du marché comprend :

- Une part globale et forfaitaire correspondant aux prestations de fourniture des véhicules et les prestations de maintenance préventive. Sont compris dans ce montant, notamment : le prix d'achat ou de location des véhicules, les frais des formalités administratives (immatriculation des véhicules, Vignette Crit 'air), la maintenance préventive, le flocage des véhicules concernés, l'aménagement des véhicules concernés et les différentes options (voir les annexes 1 et 2).
- Une part à bons de commande correspondant à des prestations de maintenance curative pour une durée de 4 ans à compter de la date de mise en service effective de chaque véhicule. Le montant maximum de la part à bons de commande est de :
 - Lot 1 : 50 000,00€ HT sur 4 ans.
 - Lot 2 : 20 000,00€ HT sur 4 ans.

Le marché prévoit des variantes qui sont décrites aux articles 2.5.1 du règlement de consultation et 1.3 du présent CCAP.

La description technique des prestations est précisée dans le CCTP.

1.2 – Allotissement du marché

Le marché comporte deux lots :

- Lot n°1 : Achat de huit véhicules de service.
- Lot n°2 : Achat d'un véhicule de Direction Hybride rechargeable.

1.3 – Variantes

Lot 1 : variante facultative

Pour les véhicules du lot 1 (Véhicules de service), les candidats sont autorisés à présenter une variante facultative portant sur l'énergie des véhicules (pour l'une ou l'autre ou les deux catégories de véhicules) :

- Pour les véhicules Tourisme : la variante facultative est : Véhicules hybrides rechargeables. Pour cette catégorie de véhicules, l'offre de base porte sur des véhicules hybrides.
- Pour les véhicules utilitaires : la variante facultative est : Véhicules hybrides. Pour cette autre catégorie de véhicules, l'offre de base porte sur des véhicules Diesel.

Il est précisé que le dépôt d'une offre de base (Véhicules Diesel ou hybrides) est obligatoire sous peine de rejet de l'offre variante (véhicules hybrides ou hybrides rechargeables).

Lot 2 :

Variante obligatoire

Le lot 2 du marché comporte une variante obligatoire : Fourniture du véhicule de Direction Hybride rechargeable en location pour 48 mois (à compter de la date de livraison effective). Cette variante est obligatoire et devra être proposée par le candidat.

Il est précisé que la proposition d'une offre de base est obligatoire (Véhicule de Direction Hybride rechargeable en Achat). L'offre sera rejetée si elle ne contient pas de proposition de base.

Variante facultative

Les candidats au lot 2 sont autorisés à proposer une variante facultative : Fourniture du véhicule de Direction Tout électrique en location pour 48 mois (à compter de la date de livraison effective du véhicule).

Il est précisé que la proposition d'une offre de base est obligatoire (Véhicule de Direction Hybride rechargeable en Achat et qu'une variante obligatoire est imposée). L'offre sera rejetée si elle ne contient pas de proposition de base.

1.4 – Dispositions générales :

1.4.1 – Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'entité adjudicatrice.

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera de 10% du montant du marché.

Toutefois, ce montant ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

1.4.2 – Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire ou des lots entendent recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du..... ayant pour objet.....

Ceci concerne notamment les articles L2410-1 et suivants du code de la commande publique relatifs à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

1.4.3 – Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard l'entité adjudicatrice et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'entité adjudicatrice et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

1.5 – Définition des parties contractantes :

1.5.1 – Cotraitant

Pour le présent marché, les titulaires du marché sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des prestataires membres du groupement est engagé pour la totalité du marché.

L'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'entité adjudicatrice, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le marché ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

Toute notification d'une décision ou communication de l'entité adjudicatrice est adressée au mandataire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

1.5.2 – Représentation de l'entité adjudicatrice pour l'exécution du marché

Pour l'exécution du marché, l'entité adjudicatrice est représentée, sous réserve de changement ultérieur, par : **Monsieur le Président de la CCI Hauts de France** ou tout autre personne ayant délégation.

1.6 – Autres obligations

1.6.1 - Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché conformément aux articles L2193-1 et suivants et les articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Il est précisé que la sous-traitance est interdite en marché public de fournitures. Seules certaines prestations du marché comme la maintenance des véhicules peuvent être sous-traitées.

En application des dispositions de l'article R2193-10 du code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par Ports de Lille CCIHDF, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par Ports de Lille C.C.I.H.D.F.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article R2193-1 et suivants du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG-FCS 2021.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L2141-1 et suivants et des articles 2143-6 et suivants du code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 41.1 du CCAG-FCS 2021).

En cas de sous-traitance autorisée, le titulaire reste seul et unique responsable des obligations qui lui incombent en vertu du marché.

Il est expressément convenu que tout sous-traitant auquel le titulaire fera éventuellement appel, est soumis aux exigences contenues dans l'ensemble des documents contractuels, notamment aux règles de qualité, de confidentialité et de sécurité prévues au présent cahier des charges.

1.6.2 - Confidentialité – Protection des données à caractère personnel et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'entité adjudicatrice qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'entité adjudicatrice sont tenus

de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

b) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par l'entité adjudicatrice dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

c) Règlement Général de Protection des Données à caractère personnel

Lors de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après dénommé « R.G.P.D. »), ainsi que la loi 2018-493 relative à la protection des données personnelles du 20 juin 2018.

Le titulaire est assimilé au titre du présent marché public à un sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement RGPD susvisé.

A ce titre, dans le cas où il traite des données à caractère personnel, le titulaire s'engage notamment à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché public.
- traiter les données conformément aux instructions de Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord cadre.
- respecter la confidentialité ou se soumettre à une obligation légale appropriée de confidentialité.
- recevoir la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- ne pas recruter un sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale de Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- prendre toutes les mesures requises en matière de sécurité des données telles qu'imposées par l'article 32 du R.G.P.D.
- supprimer ou renvoyer ces données, selon les instructions de Ports de Lille – CCI Hauts de France.

- mettre à la disposition de Ports de Lille – CCI Hauts de France toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du R.G.P.D. et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement de Ports de Lille – CCI Hauts de France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement Ports de Lille – CCI Hauts de France.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer Ports de Lille – CCI Hauts de France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En tout état de cause, le Titulaire et Ports de Lille – CCI Hauts de France garantissent les points suivants dans le cadre de l'exécution du présent marché :

Toute personne dont les données sont traitées dans le cadre du présent marché a le droit d'en savoir plus sur ses droits, de retirer son consentement ou demander l'effacement de ses données à caractère personnel en le demandant à la DPO de la CCI Hauts de France à l'adresse suivante :

dpo@hautsdefrance.cci.fr

La CCI Hauts-de-France s'engage ainsi à cesser l'utilisation de ses données à caractère personnel ou le cas échéant à détruire les données concernées. La personne peut également, s'il estime après avoir contacté la DPO, que ses droits sur ses données ne sont pas respectés, adresser une réclamation à la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés).

ARTICLE 2. – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS 2021, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 – Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE).
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) – non contractuel.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Caractéristiques communes à l'ensemble des véhicules.
 - Annexe 2 : Caractéristiques spécifiques au lot 2.
- Le mémoire technique du Titulaire.

2.2 – Pièces générales

- L'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS 2021).
- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour de la remise des offres.

ARTICLE 3. – PRIX – REGLEMENT DANS LES COMPTES

3.1 – Contenu des prix - Règlement des comptes

3.1.1 – Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, sauf application de la taxe sur la valeur ajoutée.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du CCAG-FCS 2021, il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultant de l'exécution des missions confiées au titulaire, y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle.

Sont notamment inclus dans le prix global et forfaitaire, les prix de vente des véhicules, leur transport sur site, les frais liés aux démarches administratives (immatriculation, Crit'air, les frais de bouche, les frais de maintenance préventive sur 5 ans à compter de la date de mise en service effective des véhicules...

Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions pour prendre en compte tous les frais et charges nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Aucun surcoût de quelque ordre que ce soit ne sera accepté par l'acheteur public.

3.1.2 – Calcul du montant

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont réglées par application de la décomposition du prix global et forfaitaire dont le montant est indiqué en chiffres et en lettres dans l'acte d'engagement (DPGF). Le prix global intègre notamment les prix d'achat des véhicules, les frais d'immatriculation et toutes autres formalités administratives, les frais de transport jusqu'à l'adresse indiquée par Ports de Lille, les frais d'entretien / maintenance préventive sur une durée de 4 ans à compter de la date de livraison effective des véhicules.

Le marché sera rémunéré également par des prix unitaires prévus au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) sur la base des bons de commande effectivement émis. Les prix unitaires sont destinés à rémunérer les frais de réparation et d'entretien curatifs des véhicules (maintenance curative). Les prix unitaires proposés comprennent toutes les charges nécessaires à la bonne exécution des prestations : frais de transport, de bouche, assurances, ...

3.1.3 – Modalités de règlement des comptes

La date de réception par le représentant de l'entité adjudicatrice de la demande de paiement effectuée par le titulaire constitue le point de départ du délai global de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoit les articles R2192-13 du code de la commande publique, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

3.1.4 – Modalités de paiement - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux d'intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

3.1.5 – Utilisation obligatoire de Chorus Pro pour la transmission des factures

Depuis, le 1^{er} janvier 2020, toutes les entreprises, y compris les Très Petites Entreprises (moins de 10 salariés), titulaires de marchés publics ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures de manière dématérialisée via Chorus Pro : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-facture-chorus-pro/>

Les éléments à renseigner sur Chorus Pro dans le cadre de la transmission des factures sont :

Numéro SIRET du maître d'ouvrage	CCI de région Hauts de France 130 022 718 00014
Code service	506
Numéro d'engagement juridique	Ce numéro apparaîtra sur le bon de commande

Le Titulaire du présent marché doit donc transmettre ses factures de manière dématérialisée via Chorus Pro.

Les factures qui ne seraient pas transmises via Chorus Pro ne pourront pas être traitées.

3.2 – Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.2.1 – Modalités de révision des prix

Les prix du marché sont fermes et définitifs. Ils ne sont pas révisables.

3.2.2 – Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé dans l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0) et figure en première page de l'acte d'engagement.

3.2.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

3.3 – Modalités de présentation du paiement

Lorsque le titulaire remet à l'entité adjudicatrice une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les références du marché (n° du marché + n° d'engagement + date de notification), de chaque avenant (éventuel), du bon de commande (éventuel)
- Les noms, n° SIRET et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Les prestations effectuées ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou diminué des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS 2021 ;
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- Le montant total des prestations ;
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations effectuées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC.

Il est rappelé que la demande de paiement dans le cadre du présent marché doit se faire uniquement via Chorus Pro.

ARTICLE 4. – DUREE DU MARCHE ET DELAI DE REALISATION – PENALITE, PRIMES ET RETENUES

4.1 – Durée du marché – Délais d'exécution

Le marché prend effet à compter de sa date de notification au Titulaire.

Pour les prestations de maintenances (préventive et curative), la durée du marché est de 2 ans renouvelable 2 fois pour une durée d'un an pour chaque renouvellement. La durée totale des maintenances est de 4 ans à compter de la date de livraison effective des véhicules. Un PV d'admission des prestations actera cette date de livraison effective pour les véhicules de chaque lot. Pour chaque véhicule, un PV de livraison sera établi dès la livraison.

Concernant les prestations de fourniture des véhicules, la durée globale ainsi que les délais particuliers sont indiqués par le Titulaire dans l'acte d'engagement.

4.2 – Pénalités

4.2.1 – Retard d'exécution

a) Retard de livraison des véhicules

Conformément à l'article 14.1 du CCAG FCS 2021, en cas de retard dans la livraison d'un véhicule selon les délais prévisionnels indiqués dans l'acte d'engagement imputable au Titulaire, l'acheteur peut appliquer des pénalités de retard.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer ces pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations en apportant les éléments objectifs justifiant ce retard dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations et justifications.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1 et 14.1.3 du CCAG FCS, la pénalité de retard est de 100€ par véhicule par semaine calendaire de retard (7 jours calendaires). Il est précisé que toute semaine entamée est considérée entièrement consommée.

Pour l'application du présent article, il est précisé que la pénalité de retard s'applique à chaque véhicule non livré dans les délais prévisionnels convenus.

Il est précisé que le retard d'exécution est caractérisé tant que l'intégralité des véhicules n'a pas été livrée sur le site de Ports de Lille.

b) Retard d'exécution des prestations de maintenance

Par dérogation aux articles 14.1 et 14.3 du CCAG FCS 2021, les pénalités suivantes seront appliquées :

- 100€ par semaine calendaire de retard dans l'exécution des prestations de maintenance préventive.
- 100€ par semaine calendaire de retard dans l'exécution des prestations de maintenance curative.

NB : Une semaine entamée est considérée entièrement consommée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS 2021, ces pénalités sont dues quel que soit leur montant et le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS 2021, Le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

4.2.2 – Sous-traitance

Conformément à l'article 1.5.1 du présent CCAP, le titulaire est tenu de communiquer à l'entité adjudicatrice le ou les contrats de sous-traitance dans un délai de 15 jours à compter de sa demande. En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 100,00 € HT par semaine calendaire de retard. Une semaine entamée est considérée entièrement consommée.

Il est rappelé que la sous-traitance est interdite en marché de fournitures. Seules certaines prestations pourraient être sous-traitées mais toujours sous la responsabilité du Titulaire du marché.

4.2.3 – Production des attestations d'assurance

Conformément à l'article 1.3.3 du présent document, le titulaire est tenu de communiquer ses attestations d'assurances à l'entité adjudicatrice dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 100,00 € HT par semaine calendaire de retard. Une semaine entamée est considérée entièrement consommée.

ARTICLE 5. – AVANCE FORFAITAIRE

Conformément à l'article R.2191-3 et suivants du code de la commande publique, « L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. ». Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial du marché Toutes Taxes comprises conformément au code de la commande publique précité.

Le remboursement de l'avance sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas affecté par la mise en œuvre de la clause de révision de prix. Le montant de l'avance est un prix ferme et définitif.

NB : Il est demandé au Titulaire d'indiquer dans l'acte d'engagement, s'il accepte ou refuse l'avance.

ARTICLE 6. – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les conditions d'exécution du marché sont précisées au CCTP.

Le Titulaire s'attache à respecter les exigences relatives aux conditions d'exécution du présent marché.

ARTICLE 7 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'acheteur public opère des vérifications quantitatives et qualitatives portant aussi bien sur les fournitures que sur les prestations associées.

Des vérifications simples seront effectuées le jour de la livraison des véhicules ainsi qu'à la date de mise en service effective des véhicules.

Conformément à l'article 28 du CCAG FCS 2021, les vérifications qualitatives seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception des véhicules. Elles ont pour but de contrôler la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché.

Lorsque l'entité adjudicatrice estime que les véhicules ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle mentionne les réserves par tout moyen assurant une traçabilité (notamment procès-verbal). Les parties se rapprocheront alors pour trouver une solution technique et/ou financière susceptible de permettre une levée des réserves formulées.

Si la quantité ou la qualité des fournitures n'est pas conforme aux stipulations du marché ou de la commande, l'entité adjudicatrice prononcera le rejet et pourra mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- Soit de reprendre la ou les véhicules non conformes et de les remplacer.
- Soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

Les frais de manutention et de transport, éventuellement entraînés par l'ajournement ou le rejet des prestations seront supportés par le Titulaire.

Faute de remplacement du matériel non conforme dans le délai prescrit, il pourra être fait application des articles du C.C.A.G. relatifs à l'exécution de la fourniture aux frais et risques du titulaire et à la résiliation à ses torts exclusifs du Marché.

Il est rappelé que pour les prestations de maintenances préventive et curative, la durée du marché est de 5 ans à compter de la date de mise en service effective des véhicules.

ARTICLE 8. – RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-FCS 2021 (articles 38 à 45 CCAG FCS 2021) avec les précisions et dérogations suivantes :

8.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Si l'entité adjudicatrice décide de la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 42 du CCAG-FCS 2021, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision.

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à quatre pour cent (4%).

8.2 – Résiliation du marché aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 43.3 du CCAG-FCS 2021, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS 2021, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptée par l'entité adjudicatrice est rémunérée avec un abattement de 5%.

Le pourcentage d'abattement est fixé à 10%, si la résiliation est prononcée dans les cas prévues aux c), j) et k) de l'article 41.1 du CCAG-FCS 2021.

Sauf dans les cas où il est convenu autrement, lorsque le titulaire du marché manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels il est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 10 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

8.3 – Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

En application de l'article 45 du CCAG-FCS 2021, l'entité adjudicatrice peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord cadre prononcée pour faute du titulaire. Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS 2021, la mise aux frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

ARTICLE 9. – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de difficulté ou de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la cessation du présent contrat, le litige est porté devant le Tribunal administratif de Lille.

Toutefois, les parties peuvent décider d'un commun accord de soumettre le différend à l'avis du Comité consultatif de règlement amiable des litiges.

ARTICLE 10. – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Article du CCAP	Dérogation	Article du CCAG-FCS
2	Pièces contractuelles	4.1
4.2.1	Pénalités pour retard d'exécution	14.1, 14.1.2, 14.1.3, 14.3
8	Résiliation	Chapitre 7 (Articles 38 à 45)
8.2	Résiliation du marché aux torts du titulaire	43.3
8.3	Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire	45.1

ALe.....

Le Titulaire

Signature précédée de « Lu et approuvé »